



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires

Le 15 décembre dans l'action : contre l'austérité imposée par les marchés pour une autre Europe au service du progrès social



Répondant aux injonctions des Marchés Financiers et des Agences de notation, les gouvernements de la plupart des pays de l'Union Européenne ont engagé des plans d'austérité sans précédent.

Orchestrées par la Commission Européenne, ces mesures visent à faire revenir à marche forcée les budgets des Etats membres, sous la barre des 3 % de déficit et, d'ici 2014, à ramener l'endettement public de chaque Etat, sous le plafond de 60 % de leur PIB.

Les recettes appliquées sont partout les mêmes : gel ou réduction des salaires, affaiblissement de tous les mécanismes de protection sociale, allongement de l'âge de départ à la retraite et baisse des pensions, déréglementation du travail, recul considérable de l'intervention publique. Dans ce cadre, les Fonctions publiques et les services publics sont au cœur de la cible avec plus d'1 million de suppressions d'emplois publics programmées sur 3 ans, et l'abandon ou la privatisation de nombreuses missions.

Dans le même temps, les profits des entreprises et des banques ont repris leur course folle accentuant encore les inégalités dans la partage des richesses qui sont à l'origine de la crise de 2008. Pour les libéraux qui gouvernent l'Europe, il s'agit de faire payer brutalement, aux populations de tous les pays Européens, le prix de cette crise.

En France, le gouvernement SARKOZY – FILLON – applique de façon zélée cette politique : réforme des retraites, suppressions de plus de 130.000 emplois en quatre ans dans la Fonction publique de l'Etat, remise en cause des statuts, RGPP et réorganisation territoriale... sont autant d'application à notre pays du plan d'austérité Européen.

Le PLF 2011, en discussion au Parlement et qui prévoit le gel des salaires des fonctionnaires programmé sur trois ans et plus de 130.000 suppressions nouvelles d'emplois, va encore aggraver cette dérive.

De partout, la colère s'exprime contre ces politiques régressives en matière sociale, porteuses de lourds dangers pour la croissance et pour l'emploi.

Après les Pays baltes, la Roumanie, la Grèce, la France, l'Espagne.... ce sont le Portugal et l'Irlande qui viennent de connaître des mobilisations sans précédent depuis 50 ans. Il s'agit aujourd'hui, de faire converger les mobilisations pour peser de façon décisive sur les choix politiques et imposer d'autres orientations pour une Europe au service des peuples et non des marchés.

Après la plus importante Euro-manifestation de l'histoire du syndicalisme Européen qui s'est déroulée à Bruxelles le 29 septembre dernier, la confédération Européenne des Syndicats a décidé d'une nouvelle action le **15 décembre prochain** pour dire « **NON à l'austérité, priorité à l'emploi et à la croissance en Europe** ».

Au niveau national, la CGT, la CFDT, la FSU, Solidaires et l'UNSA ont décidé d'interpeller ce jour-là les décideurs politiques et économiques par des initiatives unitaires sur tout le territoire.

L'UGFF - CGT appelle tous les agents de la Fonction publique de l'Etat à s'inscrire de façon massive dans cette mobilisation.

**Le 15 décembre dans toute l'Europe
refusons le diktat des marchés**

Remettons l'Europe sur les rails du social.

Un préavis de grève est déposé pour couvrir toutes les modalités de participation aux actions et rassemblements

Montreuil, le 2 décembre 2010